



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de financement de la gare nouvelle de Nîmes Pont du Gard - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Après la mise en service du Contournement de Nîmes et Montpellier (CNM) en décembre 2017 pour le trafic fret puis en juillet 2018 pour les voyageurs avec l'ouverture de la gare Montpellier Sud de France, la Gare Nîmes Pont du Gard (NPDG) a été inaugurée en décembre 2019, achevant la réalisation du CNM. Cette gare nouvelle présente la particularité d'être positionnée au croisement du CNM et de la ligne historique Tarascon – Sète. Elle offre donc une desserte par les Trains à Grande Vitesse (TGV) empruntant le CNM (gare haute) et une desserte par les Trains Express Régionaux (TER) et Intercités (IC) circulant sur l'axe Nîmes-Tarascon (gare basse).

Cependant, la correspondance entre les trains TER liant les deux gares et les TGV desservant Nîmes Pont du Gard n'est pas satisfaisante. En effet, il a été observé un temps d'attente supérieur à 30 minutes pour plus de 60 % des interconnexions TER-TGV. De ce fait, les partenaires historiques du projet (Etat, Région, Département du Gard, Nîmes Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole) souhaitent engager des études visant à identifier les pistes d'amélioration de la qualité des correspondances à Nîmes Pont-du-Gard.

Un avenant doit ainsi être apporté à la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes-Pont-du-Gard car ces études n'étaient pas incluses dans le programme initial et, d'autre part, depuis la Loi d'Orientation des Mobilités, SNCF Réseau ne peut plus contribuer au financement d'investissements de développement du réseau ferré national (en application des dispositions du Code des transports et notamment son article L.2111-10-1).

En conséquence, le programme initial et la répartition des financements doivent être modifiés.

Le présent avenant a pour objet de permettre l'engagement de 4 études complémentaires :

- Etude de l'amélioration de la signalisation comprenant deux volets (gare basse et gare haute) avec l'estimation des coûts et l'identification des gains envisageables sur la qualité de la desserte en correspondance entre Nîmes Pont du Gard et Nîmes-centre ;
- Etude d'exploitation visant à identifier les aménagements d'infrastructures susceptibles d'améliorer la qualité des correspondances entre les TGV et les TER Nîmes-centre <=> Nîmes Pont du Gard, dont notamment la réalisation d'une troisième voie à quai à la gare de Nîmes Pont du Gard, ainsi qu'une estimation de leurs coûts ;
- Etude de trafic visant à déterminer la zone de chalandise de la gare NPDG afin d'identifier les besoins et enjeux de correspondances TER/TGV à NPDG ;
- Enquête en gare afin d'affiner les données d'entrées de l'étude de trafic.

Toute décision prise sur la correspondance, à Nîmes Pont du Gard, entre le réseau TER et le réseau TGV a notamment une incidence sur le service de la ligne entre Nîmes et Béziers, et en particulier la régularité du cadencement en gare Saint-Roch. Ainsi, il est opportun que Montpellier Méditerranée Métropole continue à s'investir dans les études préparant des futurs choix pour l'exploitation du doublet de ligne.

Le projet « gare » a été achevé et a laissé apparaître une économie de l'ordre de 14,65 millions d'euros aux conditions économiques de juillet 2011. Avec l'accord de l'ensemble des partenaires, le reliquat subsistant va permettre de financer les études précitées.

Le délai prévisionnel de réalisation de ces études complémentaires est estimé à 12 mois et le besoin de financement est évalué à 1 M€ HT courants dont 15 800 € courants de la part de la Métropole, soit 1,58% de l'enveloppe totale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes Manduel (rebaptisé Nîmes Pont du Gard) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204655-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.